

Par contre, s'ils ne s'y mettent pas, personne d'autre ne le fait, et toutes sortes de problèmes restent sans solution.

M. Wood : Vous avez parlé plusieurs fois de pays «raisonnables», et je désire souligner que certains d'entre nous en déduisons qu'il y a des pays dotés de ressources humaines suffisantes pour pouvoir acquérir une certaine reconnaissance

pires, par l'intermédiaire des blocs. Le système des blocs, en grande partie, n'a pas grand bon sens actuellement. Il n'est pas logique que la Tchécoslovaquie forme un bloc avec l'Albanie, la Bulgarie et l'Union soviétique. Elle a, de fait, tenté de s'en retirer. Elle voulait se joindre aux pays de l'Europe de l'Ouest et à d'autres, mais on lui a fait comprendre qu'elle n'était pas la bienvenue, que rester dans son propre bloc était plus

M. Urquhart : Le système international et l'ONU ne font pas de progrès très frappants notamment à cause d'un extraordinaire manque d'idées novatrices et de curiosité intellectuelle. L'apport de nouvelles idées à l'ONU depuis la réalisation de la Charte a été minime. Le débat sur l'avenir de l'Organisation est incroyablement aride et dénué d'intérêt. Voilà une situation que des pays comme le Canada pourraient améliorer énormément. Après tout, il y a dans ces pays des institutions qui se consacrent à la réflexion. Le moment est venu d'infuser des idées dans l'Organisation et de déployer des efforts pour la moderniser un peu. À bien des égards, l'ONU vit encore au Moyen-Âge ou à l'ère pré-industrielle, ce qui est très frustrant pour ceux qui y travaillent.

« La plupart des pays africains et asiatiques sont viscéralement attachés à leurs frontières, fussent-elles arbitraires, fussent-elles tracées par d'abominables puissances coloniales. »

et exercer une certaine influence. Ils ont assez d'intérêts sur la scène internationale pour que leur avenir même soit en jeu, mais ils ne peuvent évidemment pas se faire d'illusions quant à leur capacité de se charger de tout unilatéralement. Ils sont donc obligés d'envisager une coopération multilatérale pour protéger ces intérêts.

M. Schoettle : On ne peut pas dire que toutes les puissances moyennes ont toujours satisfait aux critères de la définition de ce qu'est un pays «raisonnable». En effet, un aspect très important de cette définition et du comportement d'un pays raisonnable correspond à sa capacité de faire taire ses intérêts dans le contexte de cette vaste coopération multilatérale. Certaines puissances moyennes, les plus grandes, ont justement été capables de jouer un rôle de meneur dans leurs régions respectives. Il faut non seulement envisager la scène en fonction d'une population abstraite, mais aussi en fonction du comportement.

M. Franck : C'est ce que je dirais pour appuyer la proposition du Japon, qui préconise la participation permanente de ces pays au Conseil, sans droit de veto, toutefois. Il ne faut pas oublier, cependant, que depuis maintenant vingt-cinq ans environ, ni la France, ni l'Angleterre n'a exercé son droit de veto. Il y a très longtemps que la France, la Chine ou l'Angleterre a opposé seule son veto à une résolution. Sans affirmer pour autant qu'elles n'y auront jamais recours, précisons qu'elles n'ont pas officiellement fait une telle démarche, et elles font vraiment l'impossible pour l'éviter. C'est là un autre exemple d'amendement par la pratique plutôt que par le remaniement officiel de la Charte. Voilà donc les facteurs de légitimité qu'il faut considérer si l'on veut élargir la structure officielle du Conseil. Ce n'est évidemment pas du tout ce que Brian avait en tête : selon lui, un système de consultation dynamique aurait représenté la meilleure façon d'y parvenir.

En revanche, la structure actuelle permet aux puissances moyennes de devenir des *primus inter*

avantageux pour tout le monde et à tous les points de vue. Je crois qu'elle est d'accord maintenant. La Tchécoslovaquie exercerait une plus grande influence dans le bloc est-européen puisqu'il compte encore deux membres au Conseil de sécurité et qu'il est proportionnellement représenté dans d'autres organes de l'ONU.

Le système actuel offre un certain cadre de consultation qui ne fonctionne pas très bien, mais qui peut au moins être amélioré. Par exemple, si le Nigéria siégeait toujours au Conseil, il n'aurait pas besoin de tenir des consultations pour essayer de réaliser un consensus africain. À l'heure actuelle, qu'il fasse partie du Conseil ou non, le Nigéria jouit d'une certaine importance qui s'ajoute à son pouvoir au sein du bloc africain. Ce qui est étrange, c'est qu'il est plus puissant qu'il n'y paraît quand il ne siège pas au Conseil. Il a moins de pouvoir qu'on ne le croit

M. Franck : L'un des problèmes qui surgit dans une structure comme celle de l'ONU tient au fait que le syndrome Thatcher s'y manifeste : plus elle connaît de succès, plus elle prend les caractéristiques d'une machine qui ne rend plus compte directement au public. Privez le public de ce contact, et son esprit imaginaire ne s'en trouvera pas particulièrement éveillé. L'ONU doit trouver un moyen de prendre racine dans le sol politique des parties qui la constituent. Dans un de mes écrits récents, j'ai laissé flotter mon imagination et j'ai proposé la création d'une deuxième chambre de membres élus directement par l'Assemblée générale, comme le Parlement de Strasbourg. Que des personnes cherchent à se faire élire à l'Assemblée générale, voilà qui retiendrait certainement l'attention des journaux torontois !

M. Urquhart : L'ONU présente un aspect bi-dimensionnel qui affaiblit considérablement son action. C'est principalement un organisme intergouvernemental. La déclaration «Nous, peuples des Nations Unies» figure une fois dans la Charte, puis disparaît totalement pour ne plus y être mentionnée. C'est là une des raisons pour

« D'une manière ou d'une autre, l'ONU doit prendre racine dans le contexte politique de chacun des pays qui la constituent. »

lorsqu'il siège au Conseil, car il ne peut voter simplement comme il l'entend. Il doit, comme le disent les Canadiens, voter à sa guise mais en se souciant de ne pas se démarquer des autres. Et pour ne pas se démarquer, il doit tenir certaines consultations. Ce serait dommage que cette démarche disparaisse.

lesquelles il est si difficile d'insuffler de la vie dans cette organisation. On ne peut plus parler simplement des «peuples», car à vrai dire, les forces qui vont façonner l'avenir échappent à la maîtrise des gouvernements. Si elles sont effectivement gouvernées, c'est par l'industrie privée, les scientifiques, les sociétés transnationales, les médias et les services de communications. C'est une question extrêmement complexe et facile à soulever, mais incroyablement difficile à résoudre. □